



Session du Conseil Départemental du 17 octobre 2016

Intervention Jean-Luc Rotureau RSA

Monsieur le Président, Chers Collègues,

Je voulais aussi revenir sur plusieurs de vos déclarations quant au RSA et sur votre édito du dernier magazine départemental dont l'intitulé est : « alerter nos concitoyens sur le désengagement de l'Etat ». On ne va pas le redire à chaque fois : notre groupe dénonce depuis toujours, gouvernement de gauche ou de droite, les désengagements de l'Etat. Cependant, je voudrais faire plusieurs remarques.

La 1^{ère} concerne le RSA ; il ne sert à rien de culpabiliser l'ensemble de nos concitoyens. Faire croire que parce qu'on fait la chasse aux fraudeurs, nous allons tout régler est un mensonge. Comme dans tout groupe humain de la société, il y a des tricheurs. On en rencontre partout, y compris dans les entreprises ou dans la finance et parfois en politique ! Oui il y a des problèmes à régler, notamment ceux des bas salaires, à temps partiel subi par exemple. Il y a aussi une autre réalité, celle qui fait que beaucoup de personnes pourraient prétendre au RSA mais ne le demandent pas, pour différentes raisons. Et ils sont très nombreux dans ce cas. Et encore une autre réalité : très peu choisissent la précarité et la pauvreté. L'ascenseur social a souvent laissé la place à la descente de l'escalier... Il me semble bon de le rappeler. Il y a suffisamment de souffrances chez tant de personnes et de familles qu'il n'y a aucune obligation de la part des responsables publics d'ajouter de la culpabilité. Quelle serait donc cette société qui monterait ses pauvres du doigt en oubliant ce qui fait l'histoire de ce pays et son honneur, son ciment ? Quelle serait notre rôle si nous ne devons pas lutter contre les causes profondes de situations malheureusement largement dégradées en essayant de trouver des pistes de solutions ?

Seconde remarque, qui concerne l'avenir : dans quelques mois, il est possible que la majorité politique de ce pays change. Il est tout aussi probable que les difficultés de l'ETAT ne se dissipent pas du jour au lendemain, pas plus que celles de nos collectivités. Tailler dans les dépenses publiques est une orientation qui risque de continuer à s'appliquer, et j'allais dire quel que soit le Président ou la Présidente demain....Que direz-vous dans quelques mois, et nous y sommes quasiment, face à cette situation ? Quel langage tiendrez-vous ? Comment justifierez-vous la situation difficile qui risque de perdurer, quel discours tiendrez-vous ? Ne laissons pas croire que demain les solutions viendront d'elles-mêmes ou par miracle d'un changement politique...Après les échéances électorales, les réalités seront les mêmes, c'est-à-dire compliquées et complexes. Alors plutôt qu'un titre d'édito intitulé « alerter nos concitoyens sur le désengagement de l'état », ne serait-il pas nécessaire « d'impliquer chaque citoyen » pour que le monde change et avance dans le bon sens ?

Cela n'intéresse plus grand monde de savoir qui sont les bons ou les méchants....Ce qu'il faut c'est redonner du sens à l'action publique, à l'action politique qui ne peut pas être, qui ne peut plus être uniquement la déclaration politicienne. Il y a des milliers d'initiatives positives qui se prennent un peu partout. Aidons toutes ces initiatives. Le département a non seulement la responsabilité de verser les allocations mais aussi et surtout celle de mener des politiques sociales, dont les politiques d'insertion. A en croire votre éditto, le département ne fait que de la gestion et n'a pas de responsabilité propre dans l'animation et l'outillage de l'insertion.

Je vous remercie de votre attention